

Conférence Per Jacobsson

La privatisation Choix financiers et possibilités

Samuel Hirsch

Bangkok, Thaïlande
Dimanche 13 octobre 1991

Conférence Per Jacobsson

La privatisation

Choix financiers et possibilités

Amnuay Viravan

Bangkok, Thaïlande

ISSN 0252-3086

Traduction en français du Bureau
des services linguistiques du
Fonds monétaire international

Ouvrage composé à la section des
travaux graphiques du
Fonds monétaire international

Avant-propos

M. Amnuay Viravan, Président du Conseil d'administration de la Bangkok Bank, Ltd., a présenté la seconde des deux conférences Per Jacobsson qui ont été données en 1991. Cette conférence, intitulée «La privatisation : choix financiers et possibilités», a eu lieu dans l'auditorium de la Bangkok Bank, à Bangkok (Thaïlande), le 13 octobre 1991. L'Association des banques thaïlandaises s'est chargée de l'organisation matérielle de la conférence. Sir Jeremy Morse, Président de la Fondation Per Jacobsson, a présidé la réunion, dont le procès-verbal est consigné dans la présente publication.

Les conférences Per Jacobsson sont organisées, habituellement chaque année, à l'initiative de la Fondation Per Jacobsson. Celle-ci a été créée en 1964, en hommage à Per Jacobsson, troisième Directeur général du Fonds monétaire international, dans le but de favoriser des débats éclairés sur les questions d'actualité se rapportant aux affaires monétaires internationales.

Les conférences sont publiées en anglais, français et espagnol et sont distribuées gratuitement par la Fondation. Certaines institutions se chargent parfois de publier les conférences dans d'autres langues. On peut obtenir plus de renseignements en s'adressant au Secrétaire de la Fondation.

Table des matières

	Page
Avant-propos	iii
Remarques liminaires	1
La privatisation : choix financiers et possibilités <i>Amnuay Viravan</i>	3
Questions et réponses	18
Biographie	27
Les conférences Per Jacobsson	28
La Fondation Per Jacobsson : Fondateurs, Conseil d'administration et Bureau	30

Remarques liminaires

Sir Jeremy Morse

Mesdames, Messieurs, bonjour. Je pense qu'il est temps de commencer, et je passe tout de suite la parole à M. Tarrin Nimmanahaominda, Président de l'Association des banques thaïlandaises, en lui demandant de bien vouloir ouvrir la séance.

M. Tarrin Nimmanahaominda

Mesdames, Messieurs, au nom de l'Association des banques thaïlandaises, je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue à la Conférence Per Jacobsson.

Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance à la Fondation Per Jacobsson qui nous a permis d'organiser cet événement. C'est un grand honneur pour l'Association des banques thaïlandaises et pour les quinze banques qui en sont membres d'être associées à cette série de conférences qui traitent de questions d'une importance mondiale. Aussi sommes-nous très heureux que les organisateurs aient choisi pour présenter la conférence d'aujourd'hui l'un des membres les plus éminents de notre association, M. Amnuay Viravan. Je suis certain que son exposé suscitera un vif intérêt et sera une source d'inspiration. Je vous remercie.

Sir Jeremy Morse

Merci beaucoup pour cette entrée en matière et merci aussi, à vous-même et à l'Association des banques thaïlandaises, d'avoir bien voulu organiser cette conférence et donner la réception qui suivra.

Ma présentation du conférencier sera rapide, et je rappellerai simplement que nous assistons aujourd'hui à la vingt-neuvième conférence Per Jacobsson et que Bangkok est la dixième ville où une telle conférence s'est tenue.

Vous trouverez dans le programme la biographie complète de M. Amnuay Viravan. C'est lui qui a choisi de vous entretenir de ce

sujet passionnant et brûlant d'actualité en le traitant de manière très générale.

La conférence sera suivie de la séance habituelle de questions et réponses et, comme il est indiqué dans le programme, si vous souhaitez poser des questions par écrit, vous pouvez les remettre aux personnes qui sont chargées de les recueillir avant le début de la séance. Si vous préférez poser vos questions directement, quatre microphones sont à votre disposition, dont deux se trouvent dans l'escalier central et deux de part et d'autre de l'entrée.

J'espère donc que vous serez préparés pour cette séance de questions et réponses, et j'invite M. Amnuay Viravan à présenter maintenant la conférence Per Jacobsson de cette année.

La privatisation : choix financiers et possibilités

Amnuay Viravan

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs : c'est un grand honneur pour moi d'avoir été invité par la Fondation Per Jacobsson à m'adresser aujourd'hui à la prestigieuse assemblée que vous constituez. Je tiens également à exprimer ma reconnaissance à l'Association des banques thaïlandaises qui a participé à l'organisation de cette conférence et aidé à prendre toutes les dispositions nécessaires. Et je suis surtout enchanté d'avoir cette occasion de souhaiter très cordialement la bienvenue à tous les participants à l'Assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI à Bangkok.

J'ai été très honoré du privilège que la Fondation m'a donné de choisir le thème de mon exposé que j'ai intitulé : «La privatisation : choix financiers et possibilités». J'ai l'intime conviction que la privatisation, qui peut être définie en termes généraux comme un processus de conversion ou de transformation totale ou partielle d'entreprises d'État en entreprises privées, est appelée à faire progressivement partie intégrante du processus de développement à l'échelle mondiale. Elle pourrait même se révéler comme un élément crucial de l'effort de développement d'un grand nombre de pays au cours des années qui viennent.

LE TRIOMPHE DE L'ENTREPRISE PRIVÉE

Depuis le début de la décennie, nous avons déjà assisté au triomphe de la démocratie, du capitalisme et de l'économie de marché et à la chute du communisme et de la planification centrale. Si ce triomphe et cette chute n'étaient pas totalement inattendus, la rapidité avec laquelle ils se sont produits a certainement surpris la plupart d'entre nous.

La destruction du Mur de Berlin en 1989 a marqué la fin de la Guerre froide et l'avènement d'un nouvel ordre économique dans lequel la planification centrale et les entreprises publiques cèdent

la place à l'économie de marché et à l'initiative privée. Dans le cas de l'Allemagne, le processus d'unification s'est traduit presque instantanément par l'intégration de l'économie socialiste et sa transformation en une société capitaliste. Bien que le processus de transformation soit encore loin d'être achevé, cet effort a fait naître un tel espoir et de telles attentes dans les pays d'Europe de l'Est qu'ils sont eux aussi en train de changer de façon radicale d'idéologie et de politique économique pour se convertir à l'économie de marché.

Nous voyons les nations d'Europe de l'Est — la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie — restructurer leurs économies en privatisant et en recourant à l'investissement étranger. Ce processus de conversion des entreprises d'État en organismes privés en Europe de l'Est porte sur près de 20.000 entités et des actifs d'une valeur totale de plus de 100 milliards de dollars.

Le coup d'État avorté en URSS a sans aucun doute accéléré l'effondrement de l'empire communiste. Il y a tout lieu de penser que les nouveaux dirigeants soviétiques, qui soutiennent l'indépendance politique des républiques, mèneront une politique de développement axée sur le marché et de réaffectation au développement économique et social des ressources consacrées auparavant à l'armée et à la défense.

Certains pays d'Amérique latine, où la mauvaise gestion publique, le lourd endettement extérieur et l'hyperinflation ont sapé l'économie et provoqué sa stagnation, commencent à se redresser grâce à la libéralisation de l'économie, à la déréglementation, à la dénationalisation et à la privatisation.

La République populaire de Chine et les nations socialistes d'Indochine pensent sérieusement à l'économie de marché et sont en train d'ouvrir leurs frontières aux pays voisins et à ceux du monde occidental pour le commerce et l'investissement.

Les nouveaux pays industrialisés et les nations en développement d'Asie, ou plus précisément l'ASEAN (l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), sont en train de démontrer au monde entier l'importance grandissante des entreprises privées dans le commerce et l'investissement qui font de cette région celle où la croissance est la plus rapide du monde.

Les pays socialistes ou en développement n'ont pas été les seuls pour lesquels la privatisation ait présenté de l'attrait ou soit devenue une nécessité économique. En fait, des pays développés et industrialisés comme le Royaume-Uni et le Japon sont passés maî-

tres dans l'art de la privatisation et ont montré au monde comment il est possible de l'adapter pour obtenir les résultats recherchés.

Depuis 1980, le Royaume-Uni, sous le gouvernement de Mme Thatcher, est réputé avoir privatisé plus de trente entreprises d'État employant au total 900.000 personnes, ce qui a rapporté 75 milliards de dollars au Trésor. L'État a cédé au secteur privé une grande variété d'activités économiques, dont l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone, la sidérurgie et la plupart des transports. Grâce au programme de privatisation, les pertes annuelles de l'État de 4,5 milliards de dollars en 1979 ont fait place à de nouvelles recettes fiscales de 3 milliards de dollars par an actuellement. Les sociétés privatisées sont devenues beaucoup plus efficaces, avec de meilleurs taux de rendement du capital et dans bien des cas de plus bas prix pour les consommateurs. La privatisation au Royaume-Uni semble avoir profité aussi bien à l'État qu'aux consommateurs, aux salariés et aux investisseurs.

Le Japon, où le secteur privé est traditionnellement vigoureux, a aussi trouvé dans la privatisation l'instrument souhaité pour renforcer sa compétitivité. Il a privatisé avec un succès retentissant trois de ses grandes entreprises (chemins de fer, télécommunications et tabacs). L'expérience du Japon est toutefois unique, en ce sens que le gouvernement n'a pas réellement besoin, du point de vue financier, de privatiser. C'est pourquoi sa politique est de commencer par privatiser la gestion avant de céder la propriété des actifs une fois qu'ils ont pris de la valeur grâce à l'amélioration des résultats d'exploitation. La privatisation au Japon a aussi profité à l'État grâce à l'augmentation des recettes fiscales, aux consommateurs grâce à la réduction des coûts et à l'amélioration des services, aux employés sous la forme de salaires plus élevés et d'une meilleure protection sociale, et l'on peut espérer qu'elle profitera aux nouveaux investisseurs lorsque les actions des entreprises seront offertes au public.

ELARGISSEMENT DU DOMAINE DE LA PRIVATISATION

La privatisation est, semble-t-il, si largement admise aujourd'hui qu'il ne s'agit plus d'une question politique; elle demeure néanmoins une question stratégique, un choix qui s'est révélé beaucoup plus attrayant dans le processus global du développement national.

Le transfert de ressources économiques dans le cadre de la privatisation pendant les années 90 sera si massif qu'il éclipsera les

efforts de privatisation des années 80. Les responsables économiques laissent déjà entendre qu'en Asie seulement la privatisation pourrait porter sur un montant de 200 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Les pays d'Europe de l'Est sont aussi à la recherche d'acheteurs pour plus de 100 milliards de dollars d'actifs du secteur public. L'URSS a signifié son désir de privatiser des actifs représentant jusqu'à 300 milliards de roubles, ou 80 milliards de dollars au taux de change actuel. Si l'on en croit les media, la privatisation dans les années 90 pourrait être véritablement la vente du siècle.

Si les années 80 ont été la décennie des fusions et acquisitions, des rachats d'entreprises par emprunt et des obligations à haut risque, les années 90 seront sans doute celle de la privatisation et de l'économie de marché.

Un vent de changement souffle dans le monde entier, la privatisation est projetée à l'avant de la scène, et cette grande transformation devrait offrir aux investisseurs des occasions à ne pas manquer.

RÉUSSITE OU ÉCHEC

Nous arrivons maintenant à une question très importante. Alors que la privatisation est souvent couronnée de succès dans le monde industrialisé, il est fréquent dans les pays en développement que les résultats ne soient pas à la hauteur des espérances. Pourquoi?

Tout d'abord, dans les nations industrialisées, les gouvernements sont déterminés à privatiser et ne cachent pas leurs objectifs. En revanche, dans les pays moins développés, les gouvernements n'ont généralement pas la volonté politique nécessaire, et leurs objectifs sont souvent confus et contradictoires. Si nous sommes déterminés à mener à bien la privatisation, nous devons exposer clairement les raisons qui nous poussent à vouloir privatiser telle ou telle entreprise d'État. Si la privatisation se traduit par une plus forte concentration de la richesse et transforme un monopole d'État en un monopole privé et devient un instrument de favoritisme politique, elle n'atteindra certainement pas l'objectif recherché.

Il y a ensuite le «paradoxe de la privatisation». Les gouvernements sont généralement désireux de vendre les entreprises déficitaires qui ne trouvent pas acquéreur, tandis que les investisseurs

auront normalement tendance à vouloir acheter les entreprises dont l'État ne tient pas à se déposséder.

Autre écueil, le prix des actifs qui est souvent fixé à un niveau irréaliste compte tenu de leur valeur et des gains que l'on peut en escompter. Les investisseurs s'attendent naturellement à recevoir des dividendes et à réaliser des plus-values sur leurs investissements. Il n'est pas rare que les gouvernements optent pour la prudence et fixent le prix de leurs actifs à un niveau trop élevé afin d'éviter des retombées défavorables sur le plan politique.

La gestion est un autre facteur crucial. Les investisseurs comptent toujours sur une meilleure gestion et un allègement des réglementations administratives pour accroître l'efficacité. La privatisation sans changement dans la conduite des affaires et la gestion n'a guère de chances d'aboutir. Il est évident que la gestion devrait être considérée comme le facteur primordial pour la croissance et les gains futurs des entreprises privatisées.

Enfin, le sous-développement des marchés des capitaux dans les pays en développement est une entrave à la privatisation, et souvent l'une de ses principales causes d'échec. Les parts des entreprises d'État doivent être facilement négociables, et cela exige que le pays soit doté d'un marché des capitaux et d'un système d'intermédiation financière suffisamment développés.

FAISABILITÉ

Il est évident que la privatisation se présente sous un jour différent selon les pays. En Occident et au Japon, il s'agit en quelque sorte d'un luxe que l'on a largement les moyens financiers et le temps de s'offrir. Dans le monde post-socialiste, elle représente un besoin vital, mais le temps et l'argent qu'elle exige font désespérément défaut. La privatisation en Orient, notamment en Asie du Sud-Est, et en Amérique latine se situe quelque part entre les deux extrêmes — très souhaitable mais non essentielle, et réalisable si l'on a la volonté et la compétence pour le faire.

Autrement dit, la privatisation dans les pays industrialisés met la dernière main à des économies de marché déjà efficaces; en Europe de l'Est et en Union soviétique (ou ce qu'il en reste), elle constitue les fondements d'un marché libre encore inexistant; dans les pays en développement d'Asie et d'Amérique latine, où des

économies de marché sont déjà en place, la privatisation représente un énorme bond en avant du point de vue de l'efficacité et de la crédibilité, elle est la clé du développement économique.

Pour ce qui est de sa faisabilité, la privatisation à l'Ouest ne rencontre guère d'obstacles; en revanche, dans l'ancien bloc soviétique, les obstacles sont énormes, car même si la volonté de privatiser existe, qui a envie d'investir dans des entreprises technologiquement arriérées et politiquement et économiquement instables?

La privatisation en Asie du Sud-Est présente plus de difficultés qu'en Occident, pour un certain nombre de raisons, parmi lesquelles la pénurie d'épargne intérieure, le faible développement des marchés des valeurs mobilières et dans bien des cas le manque de cadres compétents. D'un autre côté, la privatisation dans les pays de cette région est tout à fait réalisable, étant donné qu'il s'agit d'économies de marché qui sont ouvertes sur le reste du monde et ont facilement accès aux marchés mondiaux des capitaux.

POURQUOI PRIVATISER?

Les gouvernements et les pays ont beaucoup de raisons différentes de vouloir privatiser leurs entreprises. L'Europe de l'Est est sans doute principalement motivée par le changement d'idéologie politique et la transition à un système d'économie de marché. L'Amérique latine peut y voir un moyen de sortir du marasme et de l'hyperinflation et aussi de réduire des dettes extérieures dont elle ne peut se débarrasser d'aucune autre manière. Quant au Japon et au reste de l'Asie orientale, ils sont davantage motivés par le désir d'accroître l'efficacité que par des considérations financières. En revanche, la politique de privatisation au Royaume-Uni a autant pour but de renforcer la situation budgétaire que de rendre la gestion des entreprises plus efficace.

Parmi les pays de l'ASEAN, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande sont favorables à une politique de privatisation principalement pour alléger la charge que les entreprises d'État font peser sur le budget, pour éliminer l'intervention politique dans la gestion et pour accroître l'efficacité. La privatisation dans ces trois pays permettrait aussi au secteur privé de participer à l'investissement dans l'infrastructure économique, ce qui permettrait d'accélérer les programmes d'expansion économique et de contribuer au redéploiement du montant limité de ressources nationales en faveur du développement social très nécessaire. Aux Philippines, où l'économie a

été longtemps mal gérée par l'ancien gouvernement et dévastée par une série de catastrophes naturelles, la privatisation permettrait de réduire les déficits budgétaires et les déficits des paiements et de mobiliser des ressources du secteur privé en faveur du développement économique et social. Singapour dispose déjà d'une solide base de recettes budgétaires et d'un secteur public très efficace, mais la privatisation est nécessaire pour accroître le volume des actions sur le marché des capitaux afin d'absorber l'épargne nationale en augmentation rapide.

LA PRIVATISATION DANS LES PAYS DE L'ASEAN

Il serait intéressant à ce stade de jeter un coup d'oeil rapide au processus de privatisation dans la région de l'ASEAN. Comme dans la plupart des autres régions, les membres de l'ASEAN soutiennent sans équivoque le secteur privé en tant que moteur du développement économique. Les cinq membres originels de l'ASEAN, à savoir l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, partagent la conviction que la privatisation et le développement du rôle du secteur privé sont de nature à accélérer le processus de développement national.

Ces cinq pays ont incorporé des programmes de privatisation dans leurs plans de développement et attachent une importance primordiale à leur application. Bien que divers États membres de l'ASEAN aient amorcé un processus de privatisation au début des années 80, celui-ci a été relativement lent. Ce n'est que dernièrement que les efforts dans ce sens se sont intensifiés et que le mouvement s'est accéléré.

Les principaux arguments qui militent en faveur du processus de privatisation sont les suivants :

- l'interdépendance toujours croissante de l'économie mondiale qui fait de la compétitivité nationale une condition indispensable à une croissance économique soutenue;
- la rapidité du progrès technique et la nécessité de plus en plus impérieuse de le suivre, qui rendent les réglementations administratives et l'intervention directe de l'État à la fois obsolettes et contraires aux exigences de la compétitivité de l'économie nationale;
- le fait que le secteur privé, dont la capacité de gestion et les ressources financières ont été progressivement renforcées par

des décennies de croissance économique rapide, est prêt à jouer un rôle accru dans le développement de tous les secteurs d'activité économique.

Singapour, ville-État et nouvelle économie industrialisée, a ouvert la voie et est considérée comme travaillant activement à la privatisation. Sur 56 sociétés d'État en 1985, un comité nommé par le gouvernement a recommandé d'en privatiser 23. Au moins 12 entreprises d'État sont maintenant cotées à la Bourse de Singapour, ce qui devrait déboucher rapidement sur leur privatisation.

En Malaisie, le gouvernement a élaboré un plan d'action prévoyant la privatisation de 246 entreprises d'État, dont 69 avant deux ans et 107 avant cinq ans. À la fin de 1990, 37 entreprises avaient déjà été privatisées à des degrés divers.

L'Indonésie a examiné les résultats de ses 189 entreprises d'État qui ont été classées comme suit : 92 de ces entreprises ne sont pas rentables et 37 le sont peu, tandis que les 60 autres sont rentables ou très rentables. Dans un premier temps, l'Indonésie prévoit de privatiser 52 de ses entreprises non rentables au cours des années qui viennent.

Les Philippines, l'État membre de l'ASEAN qui a connu le plus de difficultés, sont en train de reprivatiser les actifs confisqués à l'ancien gouvernement et de privatiser d'autres actifs de l'État afin de mobiliser des fonds pour faire face au gonflement rapide des besoins de dépenses dans les domaines économique et social et à l'alourdissement du service de la dette extérieure.

Depuis le lancement officiel de son plan de privatisation en décembre 1986, le gouvernement philippin a cédé au secteur privé les actifs et le capital de plus de 300 entreprises d'État. Cette privatisation est toutefois d'une portée relativement limitée, et il y a encore beaucoup à faire pour se rapprocher de l'objectif envisagé. La Banque nationale des Philippines, Philippine Airlines et la National Steel Corporation (sidérurgie) font partie des principaux organismes qu'il a été décidé de privatiser.

La Thaïlande compte actuellement 61 entreprises d'État. La plupart des grandes entreprises d'État sont responsables des services publics et du développement de l'infrastructure. Dans le cadre du septième plan quinquennal de développement national, l'expansion des installations d'infrastructure se chiffrera, d'après les estimations, à 50 milliards de dollars. La politique de privatisation vise par conséquent à mobiliser des ressources financières et des cadres du secteur privé pour exécuter le plan de développement.

Les grandes entreprises d'État qui ont déjà été en partie privatisées ou le seront prochainement comprennent la compagnie des téléphones, qui est en train de passer un marché avec le secteur privé pour un programme d'expansion du réseau téléphonique de trois millions de lignes représentant 4 milliards de dollars, la compagnie des transports publics rapides (Expressway and Rapid Transit Authority), qui a créé une entreprise conjointe avec une société privée pour la deuxième partie du programme d'expansion des voies rapides d'une valeur de 1 milliard de dollars, enfin Thai Airway International qui va procéder à l'émission de nouveaux titres sur le marché des valeurs thaïlandais afin de mobiliser des capitaux privés destinés à financer son programme d'expansion de 4 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

FINANCEMENT DE LA PRIVATISATION

Il va sans dire que l'offre spectaculaire, d'une valeur de plus de 380 milliards de dollars, qui est faite au secteur privé dans le monde, est une occasion à saisir — bien qu'elle n'aille certes pas sans risques — pour les investisseurs qui cherchent à réaliser des profits. Mais d'où viendront tous les fonds nécessaires?

Du point de vue financier, ce sont les pays industrialisés, suivis par les pays dynamiques d'Asie, qui auront le moins de mal à entreprendre leurs programmes de privatisation, tandis que les pays vidés par la fuite des capitaux, les pays les moins développés et les ex-pays socialistes éprouveront le plus de difficultés. En général, ces trois dernières catégories de pays ont aussi un secteur public important.

Le problème financier est d'autant plus complexe que l'épargne intérieure, en particulier dans les trois dernières catégories de pays, est bien inférieure à la demande. La situation des pays qui souffrent de la fuite de capitaux pourrait s'améliorer s'ils réussissaient à inverser le flux. Cependant, dans l'état actuel des choses, les sources intérieures sont insuffisantes dans la plupart des pays en développement et des ex-pays socialistes. Ils devront donc chercher à se procurer des capitaux au-delà de leurs frontières sur le marché mondial. Même les pays industrialisés et les pays dynamiques d'Asie devront puiser aux sources extérieures dans une plus ou moins large mesure pour financer leurs programmes de privatisation.

De surcroît, la situation du crédit dans le monde est de plus en plus difficile. Le crédit s'est raréfié au Japon, aux États-Unis et en Allemagne, qui sont les trois principales sources du monde.

Les États-Unis, d'où proviennent 40 % du crédit mondial total, continuent de souffrir du double problème du déficit et de la basse conjoncture et sont devenus débiteur net. Le Japon, qui fournit 30 % du crédit mondial, est en train de prendre des dispositions pour que son secteur bancaire satisfasse aux normes de fonds propres requises par la Banque des règlements internationaux dans l'année qui vient. Quant à l'Allemagne réunifiée, les concours considérables et croissants qu'elle doit fournir à la région représentent une lourde charge. Du côté de la demande, on prévoit que la restructuration économique de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique et la reconstruction du Koweït et de l'Iraq nécessiteront des sommes énormes de ressources supplémentaires dans les années qui viennent.

Le déséquilibre financier qui marquera inévitablement le monde dans les années 90, décennie de la privatisation, implique que les investisseurs potentiels ou les acheteurs d'actifs publics tiendront le gouvernail, c'est-à-dire qu'ils auront la possibilité de choisir les offres qui leur paraissent les plus attrayantes. Autrement dit, il est à prévoir que le marché sera favorable aux acheteurs dans le processus mondial de privatisation qui va se dérouler au cours des prochaines années.

Ce déséquilibre implique aussi que pour mener à bien la privatisation les gouvernements devront présenter les produits qu'ils ont à vendre sous une forme à la fois plus attrayante et plus réaliste. En effet, la privatisation a d'ores et déjà provoqué une intensification de la concurrence, qui ne fera que s'accroître, pour l'obtention de capitaux de sources tant intérieures qu'extérieures. Comme nous l'avons déjà dit, le choix que feront les investisseurs sera dicté en priorité par le prix, la capacité de gestion et la négociabilité des actifs privatisés.

POLITIQUES EN FAVEUR DE LA PRIVATISATION

Il va sans dire que la volonté politique et l'esprit de décision seront toujours des conditions nécessaires, mais non suffisantes, au succès de la privatisation. Un environnement favorable à la privatisation réunit exactement les mêmes caractéristiques qu'un climat propice à l'investissement. La participation du secteur privé doit

être vivement encouragée tandis que l'intervention des pouvoirs publics et les formalités administratives doivent être limitées au strict minimum.

Les conditions dans lesquelles sont effectués les investissements et la faisabilité de la privatisation dépendent d'un grand nombre de facteurs, mais avant tout de la stabilité politique, de la disponibilité de gestionnaires compétents, de la liberté de gérer les entreprises à l'abri de toute intervention politique, du potentiel de croissance de l'économie nationale et du degré de développement du marché des capitaux du pays.

Pour les investisseurs aussi bien étrangers que nationaux, la stabilité politique et une politique économique cohérente et favorable aux entreprises privées sont des conditions indispensables pour l'investissement à long terme. Des politiques et pratiques fluctuantes et imprévisibles accroissent considérablement les risques pour les entreprises et sont le meilleur moyen de faire fuir les investisseurs éventuels. La stabilité politique et des politiques économiques prévisibles ont été les principaux facteurs du succès des nouvelles économies industrialisées d'Asie de l'Est et du Sud-Est.

La gestion des économies doit être efficace aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Les richesses naturelles et la disponibilité de ressources financières ne suffisent pas pour assurer la croissance et la prospérité d'une économie. Trop nombreux sont les pays richement dotés en ressources qui stagnent dans leur processus de développement. La réussite d'un programme de privatisation exige donc le ferme soutien de gestionnaires compétents dans le secteur privé pour assurer la conversion. Autrement dit, si les capacités de gestion font défaut dans le secteur privé ou qu'une entreprise d'État est partiellement cédée au secteur privé sans que la gestion en soit améliorée, il n'y aura guère de retentissement, voire aucun, sur l'efficacité de l'économie nationale.

Il faut donc chercher délibérément à améliorer et développer les capacités de gestion en assurant une formation adéquate et en créant un environnement favorable aux entreprises, dans lequel l'intervention des pouvoirs publics est limitée au minimum. Les responsables d'entreprises donneront le meilleur d'eux-mêmes dans un climat de concurrence où ils doivent faire face à la pression constante des forces du marché, des préférences des consommateurs et du progrès technique, le rôle du gouvernement étant de favoriser et de faciliter ce processus. Il est impératif de donner aux

entreprises privées un maximum de liberté de gestion pour leur permettre d'exceller dans un climat de concurrence, comme c'est le cas dans la plupart des pays industrialisés.

La privatisation est un processus à long terme qui doit s'inscrire dans un cadre à long terme de manière à produire des avantages durables pour le développement national. La vente d'actifs publics au secteur privé ne peut être entreprise sur une base nominale sans amélioration réelle de la gestion et des résultats d'exploitation. Si les objectifs à long terme d'amélioration de la production et de l'efficacité ne sont pas atteints, la privatisation aura échoué et les espoirs du public seront déçus. C'est pourquoi la privatisation dans une économie dotée d'un secteur privé vigoureux et d'un fort potentiel de croissance a de beaucoup plus grandes chances de succès.

La capacité de mobiliser l'épargne intérieure constitue un autre élément essentiel du processus de privatisation. Nous savons tous que les programmes de privatisation des pays en développement ont besoin de l'appui des capitaux étrangers, au moins jusqu'à un certain point. Mais plus les pays ont la possibilité de recourir à l'épargne intérieure, meilleurs sont les résultats qu'ils peuvent espérer. Pour que l'épargne intérieure disponible soit abondante et que la propriété des actifs puisse être répartie aussi largement que possible, il faut assurément que le marché des capitaux intérieur soit très développé, compte tenu de l'ampleur du financement qu'implique la privatisation.

MARCHE À SUIVRE POUR LA PRIVATISATION

La guerre froide est terminée et l'empire communiste s'est effondré. Nous avons aussi été récemment les témoins de la première grande initiative de désarmement nucléaire unilatéral prise par le Président George Bush et de la réponse du Président Mikhail Gorbatchev à cette initiative qui a été applaudie par les dirigeants politiques du monde entier. Il est probable que le désarmement nucléaire mettra fin à la course aux armements et permettra à la plupart des pays de consacrer au développement économique et social une grande partie des ressources auparavant affectées à la défense. Il devrait aussi en résulter à moyen et long terme une accélération de la croissance de l'économie mondiale et une augmentation de la capacité mondiale d'épargne et d'investissement.

Cette évolution irait dans le sens du processus de privatisation en le renforçant naturellement.

Du point de vue politique, la privatisation renforcerait aussi la démocratie et donnerait un plus grand rôle au secteur privé dans le développement économique. Les investisseurs privés, particuliers, sociétés ou institutions, ont donc intérêt à appuyer les programmes de privatisation.

De nombreuses banques d'investissement et maisons de titres travaillent déjà activement, à la fois en tant que consultants financiers et en tant que preneurs fermes, à la mise au point de plans de privatisation des entreprises d'État. Un grand nombre de gérants de fonds ont aussi trouvé dans la privatisation des possibilités de placement attrayantes et une source de rendement lucrative pour leurs capitaux. On peut toutefois faire encore beaucoup plus pour tirer parti de la multiplication rapide des débouchés qu'ouvre le processus de privatisation.

La Banque mondiale, par l'intermédiaire de sa filiale, la Société financière internationale (SFI) qui fournit des prêts et des capitaux de participation destinés au financement de projets dans le secteur privé, a entrepris avec succès la création d'un grand nombre de fonds communs de placement à vocation géographique, dits fonds-pays. À cet égard, il convient de citer en particulier le Fonds de promotion des marchés naissants créé il y a cinq ans avec une participation de 50 millions de dollars provenant d'investisseurs privés. Ce Fonds atteint maintenant presque 800 millions de dollars et a fourni des capitaux d'investissement très nécessaires dans un grand nombre de pays en développement.

Il est fortement recommandé que la Banque mondiale et la SFI jouent un plus grand rôle à l'appui de la privatisation, en particulier dans les nations en développement. La SFI pourrait investir directement ses propres fonds dans les projets privatisés et devrait en tout cas mettre en place et financer davantage de fonds d'investissement pour la privatisation dans le monde en développement, aussi bien dans les pays déjà membres que dans les ex-pays socialistes devenus démocratiques. La Banque mondiale et les pays membres développés devraient fournir de l'assistance technique aux fins de l'élaboration et de l'application des programmes de privatisation dans les pays qui en ont besoin.

Certaines organisations internationales et nations membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques devraient faire plus d'efforts pour aider les pays en développement

à développer leur capacité de gestion et à renforcer leurs marchés des capitaux, deux conditions absolument vitales pour la réussite de la privatisation.

Il ne doit cependant faire aucun doute que les nations qui procèdent à la privatisation ont la responsabilité entière et exclusive de l'aboutissement de leurs programmes. Les organisations internationales, les pays donateurs et les investisseurs étrangers peuvent jouer un rôle de soutien, mais celui-ci ne peut en aucun cas se substituer à l'action que les pays bénéficiaires doivent mener.

Au nombre des facteurs d'une importance critique pour le succès de la privatisation, on a déjà identifié les suivants : une ferme volonté politique et des objectifs clairement définis, la fixation de prix réalistes pour les actifs privatisés, l'amélioration de la gestion, la levée des réglementations administratives et un marché des capitaux suffisamment solide et développé.

On ne saurait trop insister sur l'importance de ces facteurs pour la privatisation. Mais il est aussi vital que les gouvernements établissent des critères d'évaluation des résultats obtenus, car sans ces critères l'efficacité de nos efforts pourrait être impossible à déterminer.

Je suis résolument d'avis que la privatisation dans une société démocratique doit reposer principalement sur la ferme volonté d'élargir la participation au capital des entreprises et de décentraliser le patrimoine de la nation. Parmi les différents objectifs du développement, la haute priorité a déjà été donnée à une meilleure distribution du revenu et des richesses, et la privatisation devrait représenter une mesure cruciale dans ce sens.

Il importe également de faire en sorte que la privatisation favorise effectivement la concurrence et renforce la capacité concurrentielle de l'économie nationale. Conformément à cet objectif, les administrations publiques doivent s'employer à supprimer les mesures de contrôle et de réglementation superflues afin d'assurer un degré d'indépendance et de souplesse comparable à celui dont jouissent les entreprises privées. C'est la seule façon dont la privatisation pourra véritablement permettre un accroissement de la productivité et une accélération durable de la croissance économique.

Les programmes de privatisation doivent accorder une attention particulière à la direction et au personnel des entreprises d'État. Il est souhaitable et même recommandé qu'une certaine proportion des actions émises leur soit offerte, si possible à des conditions préférentielles. Il ne s'agit pas d'acheter le soutien des employés

mais de leur être justement reconnaissant de leur précieuse contribution au développement de l'entreprise.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, la privatisation est devenue un phénomène véritablement mondial, un instrument stratégique de progrès démocratique et économique, un moyen attrayant de favoriser la concurrence et l'efficacité et une solution viable pour les investisseurs et les dirigeants d'entreprise. C'est un processus de conversion économique sans lequel un ex-pays socialiste ne peut survivre, auquel un pays en développement ne peut se permettre de passer outre et qu'une nation industrialisée ne peut négliger qu'à ses risques et périls.

Je vous remercie.

* * *

Sir Jeremy Morse — Merci, Monsieur Amnuay Viravan, pour ce remarquable exposé, qui lance un appel retentissant à la privatisation et donne un plan d'action très détaillé pour le monde entier dans la décennie qui vient.

Si vous voulez bien faire passer vos questions ou les poser directement au micro, M. Amnuay Viravan restera au podium pour y répondre. Je crois que cette conférence est de nature à susciter un débat animé. Passons donc à vos questions.

Questions et réponses

Après son exposé, M. Amnuay Viravan a répondu aux questions de l'auditoire.

Sir Jeremy Morse — Voici la première question. Vous avez déclaré que des institutions internationales comme la SFI peuvent favoriser la privatisation en jouant un rôle de catalyseur. Ne pensez-vous pas que cette question est peut-être trop délicate pour faire l'objet d'initiatives venant de l'étranger?

M. Amnuay Viravan — C'est en effet ce que j'aurais pensé il y a une dizaine d'années, mais comme je l'ai dit, la privatisation n'est plus la question politique qu'elle était autrefois. C'est pourquoi j' imagine qu'au cours des années 90 l'aide extérieure sera tout à fait bienvenue.

Je crois que la SFI a déjà effectué des investissements directs dans des projets privatisés, et certains gérants de fonds dans le monde considèrent également la privatisation comme l'un des domaines d'investissement les plus rentables.

Sir Jeremy Morse — Merci. J'ai maintenant deux questions analogues. Premièrement. Pourriez-vous nous donner votre avis sur les perspectives de privatisation en Chine durant les années 90? Et la question continue. Quelles sont les perspectives pour l'Inde?

La deuxième question est très semblable. *Vous avez tracé les grandes lignes de la privatisation dans le monde, en particulier en Asie du Sud-Est. Quelles sont vos prédictions ou quels conseils avez-vous à donner en ce qui concerne la privatisation en Chine?*

M. Amnuay Viravan — Il s'agit des deux plus grands pays en termes démographiques. Nous devrions peut-être laisser quelques pays pour le siècle prochain!

Sir Jeremy Morse — Très juste! La question suivante. Milton Friedman a suggéré que des parts du capital des entreprises du secteur public soient données aux résidents afin d'élargir la participation au capital. Quelle est votre position à cet égard?

M. Amnuay Viravan — En effet, certains de mes collègues pensent que la distribution au secteur privé des actifs publics ne se

traduira pas nécessairement par une augmentation immédiate de la productivité parce qu'il ne s'agit que d'un transfert et qu'il vaudrait mieux que l'État fasse purement et simplement don de ses actifs. Du point de vue de la productivité, toutes les transactions boursières servent le même objectif; en elles-mêmes, elles n'accroissent pas la productivité économique.

Les pays qui ont besoin de privatiser les entreprises aujourd'hui ont besoin de fonds et, comme pour n'importe quelle famille ou n'importe quelle entreprise, le seul moyen efficace de mobiliser des fonds est de vendre les actifs qui ont encore une certaine valeur et d'utiliser les recettes à des fins plus productives.

Je pense donc que la plupart des gouvernements ne sont pas à même de faire don de leurs actifs car ils ont besoin d'argent à d'autres fins qui sont plus importantes.

Sir Jeremy Morse — Merci. La question suivante porte sur l'Asie. *En Asie, dans quelle mesure s'attache-t-on à évaluer la performance des entreprises une fois qu'elles ont été privatisées, compte tenu par exemple des réglementations applicables dans le cas des services publics?*

M. Amnuay Viravan — J'ai toujours pensé que si vous privatisez une organisation et procédez à une large distribution de ses actifs dans l'économie, vous aurez des centaines ou des milliers, voire des dizaines de milliers, d'actionnaires qui veilleront sur leurs intérêts, ce qui est de nature à encourager l'évaluation de la performance de l'entreprise en question sous la pression des parties intéressées. Il va de soi que si la privatisation consiste simplement à transférer tous les actifs à une seule partie, elle n'aura peut-être pas les mêmes effets, ni les mêmes avantages.

Mais ceux qui pousseront à l'évaluation sont les consommateurs qui auraient à subir les conséquences d'une mauvaise performance ou qui ne pourraient pas avoir leur part des bénéfices.

Je pense, et je suis même certain, qu'avec l'essor de la privatisation dans la plupart des pays en développement, en particulier en Asie du Sud-Est, l'évaluation des résultats des entreprises se révélera de plus en plus nécessaire.

Sir Jeremy Morse — Je vous remercie. Passons à la question suivante. *Les entreprises privatisées ne peuvent améliorer leur gestion sans créer des problèmes politiques, de chômage par exemple, si l'entreprise licencie des employés, mettant en conflit le principe de la «liberté de gestion» avec celui de «l'intérêt général».*

Comment empêcher un choc en retour au détriment de la privatisation si les choses viennent à mal tourner?

M. Amnuay Viravan — C'est la raison qui a été le plus souvent invoquée à l'encontre de la privatisation, en particulier depuis une dizaine d'années. Les résultats ont généralement montré que cette théorie n'était pas fondée. Dans la plupart des cas où la privatisation a été effectuée dans un but explicite, avec un programme bien conçu, elle a été bénéfique, y compris pour les employés. Bien sûr, elle a suscité certaines craintes de licenciement.

À présent, cette préoccupation n'est pas aussi vivement ressentie dans les pays asiatiques parce que les dirigeants d'entreprises en Asie ne licencient pas leurs employés. S'ils le font, ce n'est qu'en dernier recours. C'est habituellement l'inverse qui se produit : les employés, ou les dirigeants, pensant qu'ils ne pourront jamais conserver les avantages excessifs dont ils ont joui dans le passé, luttent contre la privatisation par tous les moyens politiques possibles. Dans une société démocratique, ce problème se pose beaucoup moins.

Sir Jeremy Morse — Voici une très vaste question en deux parties. Premièrement, *la privatisation est-elle essentielle à la démocratie?* Et, deuxièmement, *la démocratie est-elle essentielle à la privatisation?*

M. Amnuay Viravan — Je crois qu'il y a un rapport et, comme je l'ai également indiqué dans mon exposé, il est évident que dans les ex-pays socialistes qui se démocratisent, la privatisation est essentielle; comment serait-il autrement possible de soutenir une économie de marché efficace sans entreprises privées et sans initiative privée?

Dans un pays en développement du type de ceux de l'Asie du Sud-Est, y compris la Thaïlande, je pense que la privatisation peut rendre un pays aussi bien plus démocratique que moins démocratique. Comme je l'ai dit, la manière de privatiser est aussi importante que la privatisation.

Sir Jeremy Morse — J'ai encore beaucoup de questions si vous êtes prêt à y répondre.

M. Amnuay Viravan — Avec grand plaisir.

Sir Jeremy Morse — *Y a-t-il des moyens de garantir que la privatisation ne donne pas naissance à des monopoles, en particulier dans les pays où le contexte politique n'est pas de nature à empêcher les personnes politiquement influentes de contrôler des entreprises privatisées détentrices d'un monopole?*

M. Amnuay Viravan — La réponse n'est pas la même pour tous les pays, y compris dans les différents pays d'Asie du Sud-Est. Je suis certain qu'il se trouve dans cet auditoire un grand nombre de personnes plus expertes que moi, qui ont directement pris part au processus de privatisation dans différents pays et qui peuvent attester du fait que les concepts et les principes qui interviennent dans ce processus ne sont pas tout à fait les mêmes.

Je dirai que, bien sûr, dans les pays les plus démocratiques où le gouvernement est tenu pour responsable de la performance des entreprises d'État et doit opérer ouvertement, ce problème de monopole éventuel se pose beaucoup moins.

Sir Jeremy Morse — *Y a-t-il des secteurs pour lesquels vous considérez que la privatisation est à éviter?* Cette question se rapporte à l'Asie et au Moyen-Orient, et donne pour exemple l'eau ou l'électricité.

M. Amnuay Viravan — Je pense que tout ce qui doit fonctionner sur une base commerciale peut toujours être privatisé d'une manière ou d'une autre. Je ne peux faire autrement que recommander que l'administration conserve le contrôle direct des services des administrations publiques car j'ai trop d'amis dans l'administration!

Sir Jeremy Morse — La question suivante a trait aux anciens pays communistes. *Un sentiment de culpabilité politique vis-à-vis du passé a éveillé dans ces pays le désir d'oeuvrer maintenant en faveur de la population et d'attirer des investisseurs étrangers à cette fin. Mais considérez-vous que cet objectif est réalisable?*

M. Amnuay Viravan — Si leur seul mobile est d'apaiser la population parce qu'ils se sentent coupables, il s'agit d'une politique menée à contrecoeur, qui n'a guère de chances de porter des fruits. Je pense qu'un grand nombre d'anciens pays communistes, en particulier en Europe de l'Est, aspireront vivement à améliorer leurs résultats économiques par le jeu de l'économie de marché. Ils attendent peut-être trop, comme il a été prouvé dans certains domaines, mais je suis convaincu qu'il faut croire fermement dans le système pour le faire fonctionner.

Sir Jeremy Morse — Merci. La question suivante a trait aux compétences en matière de gestion sous deux aspects différents. Premièrement, *la privatisation exige des cadres. Y en a-t-il en nombre suffisant?* Et deuxièmement, *d'où faire venir tous les experts qui seront nécessaires pour mener à bonne fin le processus de*

privatisation proprement dit? Le capitalisme dans les pays industrialisés produit-il suffisamment d'experts en privatisation?

M. Amnuay Viravan — La disponibilité de gestionnaires est effectivement l'un des facteurs limitatifs. Les pays qui ont connu une croissance rapide grâce à l'investissement et à l'initiative privés, comme certains des pays de l'ASEAN, devraient bien sûr disposer d'un nombre suffisant de gestionnaires pour assurer le succès de la privatisation.

Le problème se posera plus pour les pays les moins développés qui auront besoin de davantage d'assistance dans ce domaine. C'est pourquoi le degré de réussite possible dépend aussi, d'après moi, du degré ou du stade de développement de l'économie concernée. Les pays où le manque de gestionnaires compétents pourrait entraver le processus auront besoin d'aide, et j'ai notamment suggéré que des efforts soient faits pour aider ces pays en renforçant leur capacité de gestion.

Sir Jeremy Morse — Question. *Si la privatisation doit être si importante dans les années 90, la Banque mondiale, le FMI ou les Nations Unies ne devraient-ils pas créer une organisation ou institution quelconque qui serait chargée par exemple d'effectuer des études ou de fournir des services de consultants aux gouvernements des pays membres?*

M. Amnuay Viravan — Je préférerais laisser un des membres de l'auditoire répondre à cette question. Je pense en particulier à M. Clausen, ancien Président de la Banque mondiale, qui se trouve parmi nous.

Sir Jeremy Morse — C'est peut-être lui qui a posé cette question! Tom, voulez-vous prendre le micro? Voulez-vous bien répondre?

M. Clausen — Je suis un peu surpris, mais j'accepte volontiers.

Le moment est venu pour le secteur privé d'aller de l'avant et l'on ne peut que s'en réjouir. L'initiative individuelle représente la plus grande force de notre planète, et si les gouvernements savent en tirer parti en la laissant se déployer, leurs économies s'en trouveront considérablement renforcées. Le niveau de vie s'élèvera dans ces pays, et nous vivrons dans un monde meilleur.

Je ne suis guère partisan de créer de nouvelles institutions. Mieux vaut, d'après moi, faire appel aux institutions déjà en place. Je dois dire que la SFI a déjà fait un travail remarquable. Il n'a pas encore été question de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, la MIGA, durant cette conférence, mais elle aussi favorise le déploiement des forces du secteur privé. Je crois que la

décision de créer une institution totalement nouvelle demanderait un sérieux temps de réflexion. Je préférerais utiliser celles, tout à fait remarquables, qui existent déjà. Je vous remercie.

Sir Jeremy Morse — Merci beaucoup Tom.

J'ai ici une question sur la possibilité d'un renversement de la situation. *Dans les démocraties, si la privatisation peut être favorisée par un parti, elle peut faire marche arrière avec un autre parti. Comment donc assurer la poursuite de la privatisation? Doit-on distribuer largement les parts de capital, fournir des garanties constitutionnelles contre l'expropriation ou employer d'autres moyens?*

M. Amnuay Viravan — Comme toutes les politiques économiques, la privatisation est dictée par la voix du peuple. Et je trouve plus souhaitable que cela ne soit pas fait par la voie constitutionnelle. Si c'est une bonne idée, la population en bénéficiera, et le seul moyen de garantir que l'effort sera soutenu et d'empêcher un retour en arrière est de procéder à une distribution du capital aussi large que possible.

La décentralisation du patrimoine d'une nation est, à mon avis, la tâche peut-être la plus importante et la plus difficile qui soit pour les responsables de l'économie.

Sir Jeremy Morse — C'est exactement le sujet de la question suivante. Il s'agit en fait de savoir comment y parvenir. Voici la question. *Dans les pays aux prises avec des inégalités extrêmes, la privatisation pourrait n'être qu'une stratégie pour perpétuer les disparités de revenu et de fortune à moins que l'on puisse trouver un moyen d'élargir la participation au capital. Quels moyens auriez-vous à suggérer?*

M. Amnuay Viravan — Là encore, le degré de développement joue un rôle. Les pays relativement développés devraient être à même de mener ce processus à bonne fin. Les pays moins développés, en revanche, ceux dont le revenu par habitant est très faible, ne sont sans doute pas en mesure de le faire et il n'y a jusqu'à présent aucune autre solution. Dans ce cas, des mesures graduelles seraient à mon avis préférables.

Sir Jeremy Morse — Nous avons maintenant une question suscitée par vos réponses précédentes et qui pourrait peut-être servir à conclure cette séance. Il s'agit d'une question très fondamentale. *Dans votre réponse à la question sur le chômage, j'ai cru comprendre que, d'après vous, nous ne pouvons rien y faire. Dans quelle mesure croyez-vous que la vie sera vraiment meilleure*

pour la majeure partie de la population dans votre décennie de privatisation que seront les années 90?

M. Amnuay Viravan — Je ne crois pas avoir laissé entendre qu'il n'y avait pas lieu de se préoccuper du chômage. Il est indéniable que le chômage pose un problème si nous le laissons se produire. Pour la plupart des entités publiques ou des entreprises d'État appelées à être privatisées, il n'y a aucune raison de commencer par licencier, c'est-à-dire par imposer le chômage.

L'hypothèse fondamentale sur laquelle repose le processus de privatisation est que l'efficacité peut être renforcée avec une meilleure gestion et de meilleures conditions de fonctionnement, c'est-à-dire une plus grande liberté d'action pour les entreprises. Par conséquent, l'efficacité accrue à laquelle on peut s'attendre serait bénéfique pour la main-d'oeuvre au lieu de se traduire par du chômage forcé. Dans bien des cas, le gouvernement imposerait comme condition qu'une entreprise privatisée ne peut pas licencier d'employés pendant un certain nombre d'années. Bien qu'il s'agisse d'une bonne mesure sur le plan politique, je pense qu'il vous appartient, à vous dirigeants d'entreprises, de rendre celles-ci plus efficaces en améliorant le système, en améliorant la gestion, même si votre personnel est plus nombreux que nécessaire. Mais si vous pouvez fonctionner dans un contexte de croissance, vous pourrez toujours apporter les ajustements nécessaires.

Si je ne pense pas que le chômage pose un problème, c'est que j'ai toujours été convaincu que l'efficacité permettra de le surmonter et qu'à long terme les employés seront gagnants, soit en restant dans la même entreprise, soit en prenant un emploi dans une autre entreprise où ils estiment avoir de meilleurs débouchés. Je considère que le chômage est moins problématique que d'autres facteurs parce qu'il peut être surmonté, et non parce qu'il ne doit pas être un sujet de préoccupation. Je vous remercie.

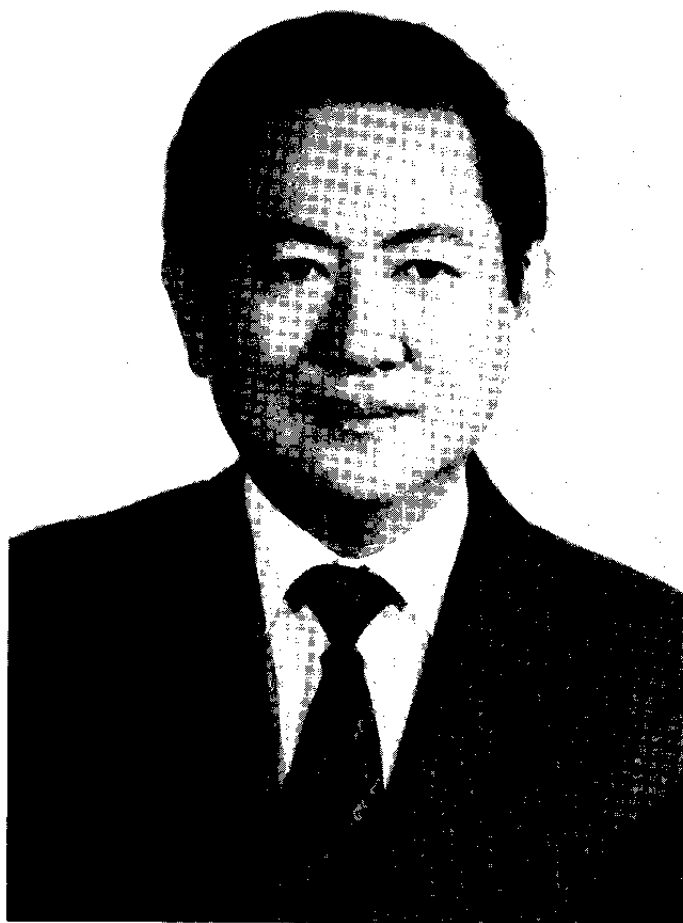
* * *

Sir Jeremy Morse — Avant de clore la séance, j'ai trois choses à ajouter. Premièrement, quelques renseignements pratiques. Nous sommes invités à nous rendre au vingt-neuvième étage, pour une réception qui se tiendra dans une salle non moins somptueuse que celle où nous nous trouvons. D'autre part, des autocars attendront ici pendant quelque temps ceux qui souhaitent retourner au Centre de conférences.

Deuxièmement, nous tenons à adresser nos plus vifs remerciements à M. Tarrin Nimmanahaominda et à l'Association des banques thaïlandaises pour leur concours, et en particulier à M. Amnuay Viravan, non seulement pour les locaux mis à notre disposition par la banque dont il préside le Conseil d'administration, mais aussi pour son brillant exposé et ses réponses aux questions. Ils susciteront certainement, lorsqu'ils seront publiés, un vif intérêt parmi les lecteurs.

Nous leur adressons également, ainsi qu'à tous nos hôtes thaïlandais, nos sincères remerciements pour la réception à laquelle ils nous convient à l'occasion de cette conférence, mais surtout pour la chaleur de l'accueil qu'ils nous ont réservé dans ce merveilleux pays qui est le leur.

Pour finir, merci à tous d'être venus, et j'espère que nous retrouverons beaucoup d'entre vous lors de notre prochaine conférence qui se tiendra en septembre 1992 à Washington et sera prononcée par Karl Otto Pöhl. La séance est levée. Je vous remercie.



Amnuay Viravan

Biographie

M. Amnuay Viravan, de nationalité thaïlandaise, est Président du Conseil d'administration de la Bangkok Bank Ltd. depuis 1983. Il est également Président du Conseil d'administration de Saha-Union Group of Companies.

Né en 1932, M. Amnuay Viravan a commencé ses études supérieures à l'Université Chulalongkorn à Bangkok, où il a obtenu une licence de gestion. Il a ensuite étudié à l'Université du Michigan d'où il est titulaire d'une maîtrise de gestion (M.B.A.) avec mention, d'une maîtrise de sciences économiques et d'un doctorat de gestion.

Tout au long de sa remarquable carrière, M. Amnuay Viravan a mis ses compétences au service tant du secteur privé que du gouvernement de son pays, à plus d'un titre. Il est actuellement Président du Conseil national du développement économique et social de la Thaïlande, membre du Conseil consultatif du New Perspective Fund, membre du Comité consultatif de l'école supérieure de gestion des entreprises de l'Université du Michigan, gouverneur de l'East-West Centre à Hawaii, Président de l'Institute for Management Education for Thailand Foundation, membre du Conseil consultatif de la société McGraw Hill pour la région Asie-Pacifique, membre du Conseil consultatif du groupe United Technologies Corporation pour la région Asie-Pacifique, membre du Conseil d'administration de l'Asian Pacific Banking Council, membre du Conseil consultatif de la société Caterpillar Tractor pour la région Asie-Pacifique, Gouverneur de l'Asian Institute of Management et membre du Conseil d'administration du Trade Policy Research Centre de Londres.

Il a aussi été membre du Conseil international de l'Office de l'information des États-Unis (United States Information Agency) et Président de l'Association des Banques asiatiques (1987-88), membre du Conseil d'administration de la société financière de l'ASEAN (1985-89) et membre du Conseil consultatif d'AT&T pour la région Asie-Pacifique (1984-88).

Dans la gestion des affaires publiques, M. Amnuay Viravan a occupé les postes suivants : Ministre des finances (1980-81), Secrétaire permanent aux finances (1975-77), Directeur général du Département des douanes (1973-75), Directeur du Centre de coopération économique pour l'Asie et le Pacifique (1971-73), Secrétaire général du Conseil des investissements (1968-71), Directeur du département des affaires techniques et du plan au Ministère du développement national (1963-72) et Conseiller économique et financier du Premier Ministre (1962-71).

Les conférences Per Jacobsson

- 1964 *Croissance économique et stabilité monétaire* — Exposés de Maurice Frère et Rodrigo Gómez (Bâle); épuisé.
- 1965 *L'équilibre entre la politique monétaire et les autres instruments de la politique économique dans une société moderne* — Exposés de C.D. Deshmukh et Robert V. Roosa (Washington); épuisé.
- 1966 *Le rôle actuel de la banque centrale* — Exposé de Louis Rasminsky; commentaires de Donato Menichella, Stefano Siglienti, Marcus Wallenberg et Franz Aschinger (Rome); épuisé.
- 1967 *Le développement économique — Aspects bancaires* — Exposé de David Rockefeller; commentaires de Felipe Herrera et Shigeo Horie (Rio de Janeiro); épuisé.
- 1968 *Les banques centrales et l'intégration économique* — Exposé de M.W. Holtrop; commentaire de Lord Cromer (Stockholm); éditions anglaise et française épuisées.
- 1969 *Le rôle de l'or monétaire dans les dix prochaines années* — Exposé d'Alexandre Lamfalussy; commentaires de Wilfrid Baumgartner, Guido Carli et L.K. Jha (Washington).
- 1970 *Vers la création d'une banque centrale mondiale?* — Exposé de William McChesney Martin; commentaires de Karl Blessing, Alfredo Machado Gómez et Harry G. Johnson (Bâle); éditions anglaise et espagnole épuisées.
- 1971 *Mouvements internationaux de capitaux — Passé, présent et avenir* — Exposé de Sir Eric Roll; commentaires de Henry H. Fowler et Wilfried Guth (Washington).
- 1972 *La crise monétaire de 1971 — Les enseignements que l'on peut en tirer* — Exposé de Henry C. Wallich; commentaires de C.J. Morse et I.G. Patel (Washington); édition espagnole épuisée.
- 1973 *L'inflation et le système monétaire international* — Exposé d'Otmar Emminger; commentaires d'Adolfo Diz et János Fekete (Bâle).
- 1974 *Vers un ordre monétaire international* — Exposés de Conrad J. Oort et Puey Ungphakorn; commentaires de Saburo Okita et William McChesney Martin (Tokyo).
- 1975 *Arrangements en vue dans le domaine des paiements internationaux, publics et privés* — Exposé d'Alfred Hayes; commentaires de Khodadad Farmanfarmaian, Carlos Massad et Claudio Segré (Washington); édition espagnole épuisée.
- 1976 *Pourquoi les banques sont impopulaires* — Exposé de Guido Carli; commentaire de Milton Gilbert (Bâle); éditions espagnole et française épuisées.
- 1977 *Le fonctionnement du système monétaire international* — Exposés de Wilfried Guth et Sir Arthur Lewis (Washington).
- 1978 *Le marché international des capitaux et le système monétaire international* — Exposés de Gabriel Hauge et Erik Hoffmeyer; commentaire de Lord Roll of Ipsden (Washington).

- 1979 *L'angoisse des banques centrales* — Exposé d'Arthur F. Burns; commentaires de Milutin Ćirović et Jacques J. Polak (Belgrade).
- 1980 *Réflexions sur le système monétaire international* — Exposé de Guillaume Guindey; commentaire de Charles A. Coombs (Bâle).
- 1981 *Banques centrales : les enseignements de l'expérience* — Exposé de Jelle Zijlstra; commentaire d'Albert Adomakoh (Washington).
- 1982 *Politique monétaire — A la recherche d'un point d'ancrage* — Exposé de Gerald K. Bouey (Toronto).
- 1983 *Elaboration d'un nouveau système monétaire international : perspective à long terme* — Exposé de H. Johannes Witteveen (Washington).
- 1984 *Nationalisme économique et interdépendance internationale : les choix nationaux et leurs coûts pour l'économie mondiale* — Exposé de Peter G. Peterson (Washington).
- 1985 *Savons-nous où nous allons?* — Exposé de Sir Jeremy Morse (Séoul).
- 1986 *La mondialisation des opérations financières* — Exposé de Yusuke Kashiwagi (Washington).
- 1987 *L'interdépendance : vulnérabilité et possibilités* — Exposé de Sylvia Ostry (Washington).
- 1988 *Le système monétaire international : les vingt-cinq prochaines années* (Symposium) — Exposés de Sir Kit McMahon, Tommaso Padoa-Schioppa et C. Fred Bergsten (Bâle).
- 1989 *Pour un ajustement réussi : quelques enseignements à tirer de l'expérience du Ghana* — Exposé de J.L.S. Abbey. *La restructuration économique en Nouvelle-Zélande depuis 1984* — Exposé de David Caygill (Washington).
- 1990 *Le triomphe des banques centrales?* — Exposé de Paul A. Volcker (Washington).
- 1991 *La route vers l'union monétaire de l'Europe : les leçons du régime de Bretton Woods* — Exposé de Alexander K. Swoboda (Bâle).
La privatisation : choix financiers et possibilités — Exposé de Amnuay Viravan (Bangkok).

Les brochures, publiées en anglais, en espagnol et en français, peuvent être obtenues gratuitement auprès de la Fondation. Les demandes doivent être adressées à : The Secretary, the Per Jacobsson Foundation, International Monetary Fund, Washington, D.C. 20431. Des photos ou des microfilms des éditions épuisées peuvent être achetés directement à University Microfilms International, 300 North Zeeb Road, Ann Arbor, Michigan, 48106, U.S.A. ou à University Microfilms Limited, 30/32 Mortimer Street, Londres, W1N 7RA, Angleterre.

La Fondation Per Jacobsson

PRÉSIDENTS HONORAIRES : Eugene R. Black
Marcus Wallenberg
PRÉSIDENT FONDATEUR : W. Randolph Burgess
ANCIEN PRÉSIDENT : Frank A. Southard, Jr

Fondateurs

Hermann J. Abs	Viscount Harcourt	Jean Monnet
Roger Auboin	Gabriel Hauge	Walter Muller
Wilfrid Baumgartner	Carl Otto Henriques	Juan Pardo Heeren
S. Clark Beise	M.W. Holtrop	Federico Pinedo
B.M. Birla	Shigeo Horie	Abdul Qadir
Rudolf Brinckmann	Clarence E. Hunter	Sven Raab
Lord Cobbold	H.V.R. Iengar	David Rockefeller
Miguel Cuaderno	Kaoru Inouye	Lord Salter
R. v. Fieandt	Albert E. Janssen	Pierre-Paul Schweitzer
Maurice Frère	Raffaele Mattioli	Samuel Schweizer
E.C. Fussell	J.J. McElligott	Allan Sproul
Aly Gritly	Johan Melander	Wilhelm Teufenstein
Eugenio Gudín	Donato Menichella	Graham Towers
Gottfried Haberler	Emmanuel Monick	Joseph H. Willits

Conseil d'administration

Sir Jeremy Morse—*Président*

Michel Camdessus	Jacques J. Polak
J. de Larosière	Robert V. Roosa
Alexandre Lamfalussy	Gengo Suzuki
William McChesney Martin	Peter Wallenberg
H. Johannes Witteveen	

Bureau

Jacques J. Polak	— <i>Président</i>
Albert S. Gerstein	— <i>Vice-président</i>
Gordon Williams	— <i>Vice-président</i>
Joseph W. Lang	— <i>Secrétaire</i>
G. Michael Fitzpatrick	— <i>Trésorier</i>